

Imaginons notre monde... Thème : économie & fiscalité

En matière d'économie, penser le « Monde d'après », ce serait s'interroger sur la pertinence d'avoir une organisation sociale et économique qui reste centrée sur la question du profit. Depuis son origine, le Mouvement Utopia défend l'idée d'un monde équitable et s'inscrit dans la remise en cause du capitalisme.

Le travail à mener est donc de « **décoloniser les imaginaires** » en matière d'économie et de déconstruire le système de valorisation en place. Ceci passe évidemment par **la dénonciation des limites et des dangers du néolibéralisme qui n'a pas d'avenir**, ne serait-ce que par **le dépassement de la bio-capacité de la planète, et par la gestion collective des communs par le service public (eau, énergie, terres agricoles, ...)**.

Tout ceci ne pourra se faire qu'avec **un nouvel art de gouverner non corrompu par les exigences de la croissance**, en passant par **un conseil national de la transition par le peuple et pour le peuple**.

Les inégalités

En premier lieu, **il faut mettre toutes les inégalités sur la table. Celles-ci s'accroissent sans cesse**. Il convient toutefois de distinguer les inégalités de salaires de celles relevant des revenus du patrimoine, par un **plafonnement des revenus grâce à l'ajustement fiscal, et un plafonnement des dividendes versés aux actionnaires par une réglementation des marchés financiers**.

Pour certains il faut **fixer une échelle des salaires, par exemple de 1 à 10, ou encore de 1 à 4**. Plus radical encore : **un salaire égal pour tous**. Toutefois, Utopia doit s'attacher à déconstruire le concept d'échelle de salaire, notion héritée de la vieille gauche, qui n'est plus pertinente. La pré-condition pour réfléchir à cela : que les gens soient mieux payés.

Le traitement des inégalités patrimoniales ne peut passer que par la fiscalité. Il faut rétablir une fiscalité juste et redistributive, par exemple, **s'inspirer des règles fiscales imposées par Roosevelt¹ dès 1932. Le profit ou l'épargne illimitée devraient disparaître**. Ces inégalités peuvent être traitées par **l'interdiction pure et simple de la spéculation**, en particulier du trading à haute fréquence, ou encore des produits dérivés, ainsi qu'une limitation de l'effet de levier. **La taxe Tobin** est un instrument que nous défendons depuis longtemps. Il faut aussi **mettre fin aux niches fiscales en faveur de certains secteurs**.

Un nouveau rapport au travail, réinventer les salaires

L'épidémie et le shutdown de l'activité économique qui a suivi ont clairement questionné la notion d'utilité des métiers. **Les salaires ne reflètent pas l'utilité sociale d'une fonction. Pour les infirmières, les éboueurs par exemple, il ne faudrait pas juste donner une prime. Il faudrait mettre en place une véritable revalorisation des salaires**. Un « boulot moins valorisant » pourrait être revalorisé / reconsidéré par le salaire mais cela pourrait être complété avec la réduction du temps de travail. Pour ceci, **il est nécessaire d'imposer à la société de nouveaux critères pour valoriser les métiers**. En haut de l'échelle seraient placés les travaux utiles, dont un des critères serait, par exemple l'utilité sociale et

¹ Thomas Piketty - Libération, 2009 : « La taxation confiscatoire des revenus exorbitants est non seulement possible économiquement, mais souhaitable. En 1932, quand Roosevelt arrive au pouvoir, le taux de l'impôt fédéral sur le revenu applicable aux plus riches était de 25 % aux Etats-Unis. Le nouveau président décide de le porter immédiatement à 63 %, puis 79 % en 1936, 91 % en 1941, niveau qui s'appliqua jusqu'en 1964, avant d'être réduit à 77 %, puis 70 % en 1970. Pendant près de cinquante ans, des années 30 jusqu'en 1980, jamais le taux supérieur ne descendit au-dessous de 70 %, et il fut en moyenne de plus de 80 %. »

environnementale. En outre, **il est nécessaire d'interdire toutes les professions néfastes** par exemple les cabinets spécialisés en optimisation fiscale. Pour distinguer ce qui est néfaste de ce qui ne l'est pas, en mettant en place « Les chambres du futur² ».

Le Mouvement Utopia, a un domaine d'étude possible pour répondre à la question: certaines civilisations ont-elles déjà hiérarchisé différemment le rapport fonction / salaire ?

Dans cette réflexion, le **Revenu de Base**, très souvent cité, mérite un développement spécifique.

Diverses formes sont proposées : **revenu de base universel et inconditionnel ; salaire minimum universel de 1500 € ; salaire à vie.**

Pour le Mouvement Utopia, le salaire à vie, trop administré et bureaucratisé, (selon B. Friot) conduit à être obligé d'accepter « des salaires minables pour des travaux de merde » alors qu'un revenu universel permettrait de les refuser. Le revenu de base est à cumuler avec la revalorisation des salaires.

Le Mouvement Utopia est plutôt favorable à la Dotation Inconditionnelle d'Autonomie (DIA)³. Celle-ci est versée à toutes et tous, sans conditions. Une partie est versée "en nature" (Bons de transport, premiers m³ d'eau, premiers kWh d'énergie), une partie en monnaie locale complémentaire et une partie en Euros.

La mise en place d'un tel revenu accompagnerait la nouvelle organisation du travail basée, par exemple, sur le **partage obligatoire du travail**, la valorisation d'actions et d'engagements sociaux non identifiés comme du travail productif, l'équilibre du rapport vie privée / vie professionnelle, la **révision du mode de gouvernance des entreprises**, etc. Il est **proposé de rendre le travail non obligatoire.**

La valeur « travail » ne doit plus être au centre de nos vies comme synonyme de réussite sociale par la richesse ou comme aliénation ôtant toutes possibilités de choix.

Repenser la valeur travail est indispensable car le système économique actuel ne produit pas assez d'emplois et pas assez de sécurité et de justice.

Il devient indécent de continuer à affirmer que le travail permet de vivre décemment lorsqu'on sait qu'un SDF sur 4 est salarié (INSEE 2014). Dans beaucoup de cas le travail salarié ne permet plus de vivre décemment.

Le fonctionnement du monde économique

Le moment est opportun de revoir profondément notre modèle économique. À minima, il est nécessaire de **réguler l'économie marchande.** Centrée sur l'humain et la **satisfaction des besoins fondamentaux**, l'économie est à réinventer : elle doit être **sobre, solidaire, égalitaire et soutenable dans la durée.** Parmi les mesures à adopter : **la revalorisation du service public, la fin des intermédiaires commerciaux, la nationalisation plutôt que la privatisation** (nous préférons la socialisation et l'extension des communs).

Le problème vient de l'économie de marché. Il faut donc réduire le champ du marché pour développer d'autres modèles, par exemple, l'économie sociale et solidaire (ESS) qui porte un **projet de société alternatif** et le commerce équitable.

L'économie doit en outre être au service du climat. Parmi les pistes citées : **remplacer les énergies fossiles par les énergies renouvelables, l'agriculture industrielle par l'agriculture régénératrice, abandonner toutes les subventions aux extractions fossiles, soutenir le développement d'activités économiques essentielles.**

Quoi qu'il en soit, **l'économie de marché ne permet pas la création d'emplois** et dans beaucoup de cas le travail salarié ne permet plus de vivre décemment.

Le mode de fonctionnement de l'industrie est largement remis en question. Il est question de

² Voir le cours de Pierre-Michel Mengar au [Collège de France](#)

³ Pour Une Dotation Inconditionnelle d'Autonomie, éditions Utopia, 2014.

productions ancrées dans les territoires avec le double objectif de réduire le bilan carbone et de tendre vers l'autosuffisance. Ce nouveau déploiement des industries implique une gouvernance mondiale, en particulier en ce qui concerne la régulation des prix des matières premières : plus les éléments naturels sont rares, plus ils sont chers. Ils pourraient être alloués en fonction des besoins des populations des territoires. Enfin, l'économie circulaire doit être développée, dans le but de réduire les déchets ultimes.

La modification des modes de consommation apparaît comme un élément majeur contribuant à un changement de modèle économique. En effet, de nombreuses initiatives s'inventent pour changer nos modes de consommation : le boycott des produits importés ou issus de grandes serres ou exploitations intensives, le développement des supermarchés coopératifs, etc. Plus simplement, des comportements vertueux se mettent en place : la réduction des emballages par des achats en vrac, des consignes, des sacs réutilisables. Il faut engager une lutte efficace contre le gaspillage alimentaire. De façon plus générale, il faut davantage apprécier le simple et l'accessible à la profusion et à l'accélération du temps et de la consommation.

Pour « **décoloniser les esprits** », on propose : **de réaffirmer la pluralité des formes économiques et de distinguer celles qui assainissent et celles qui libèrent.** Le problème vient de l'économie de marché. Il faut donc réduire le champ du marché pour développer d'autres modèles, par exemple l'économie sociale et solidaire et le commerce équitable.

Une autre piste de réflexion s'ouvre pour Utopia : **redéfinir le mode de fixation des prix, et partager les matières premières au prorata de la population de chaque territoire, qui déciderait localement de ses productions.**